

Mars 2011

Par Ibrahima SYLLA, PhD.,
Chargé de Recherche,
LEAD Francophone
Afrique

« Éléments pour un état des lieux sur les SIG et SIG-P »

Voilà ce qui pourrait éventuellement constituer le titre d'une publication dans le cadre du programme panafricain de recherche ICT4D. En effet, les études diagnostiques sur les SIG et SIG-P sont bouclées et d'importants résultats sont obtenus à propos de différents contextes d'expérimentation (Bénin, Kenya, Malawi, Rwanda, Sénégal, Tunisie).

Ces études diagnostiques constituent une étape clé pour la réalisation des objectifs du programme et notamment pour la mise en œuvre des activités du plan d'opération de ce programme. Elles visaient effectivement à établir un bilan critique des initiatives de SIG et de SIG-P dans les différents pays concernés par la recherche. Ainsi, elles ont permis de : (i) dresser une situation de référence concernant les SIG et SIG-P au niveau de chaque pays ; (ii) passer en revue différents systèmes d'information sur les ressources naturelles ; (iii) identifier des questions essentielles concernant l'institutionnalisation des approches basées sur les SIG-P ; et (iv) définir des pistes de réflexion en vue de l'interopérabilité des bases de données SIG-P.

La méthodologie qui a été mise en œuvre se compose plusieurs étapes complémentaires. La première étape a consisté à l'analyse documentaire et au passage en revue des initiatives de SIG et SIG-P existantes. La deuxième étape de la

démarche a été consacrée à la définition des « profils des parties prenantes » et des grandes « tendances » de l'utilisation des SIG et SIG-P. La troisième étape a eu pour objet d'identifier les obstacles au développement des systèmes d'information dans les différents pays en relation avec une questionnement d'ordre technique (l'interopérabilité) et une préoccupation d'ordre politique (l'institutionnalisation). À chaque étape de la démarche, des instruments de recherche spécifiques et adaptés aux réalités contextuelles ont été utilisés. Pour l'essentiel, ces outils sont des questionnaires, des guides d'entretien, des grilles d'analyse et des logiciels de traitement de l'information.

Les résultats obtenus sont nombreux et variés. Ils donnent d'ores et déjà une vue large sur les parties prenantes autour de la question des SIG, les rôles spécifiques à chaque catégorie d'acteurs, le bien-fondé de leurs actions, leurs logiques d'intervention et leurs « stratégies ».

Le groupe des acteurs intervenant dans la création des SIG et SIG-P est très hétérogène. Mais la tendance est largement en faveur des « parties prenantes étatiques » provenant pour la plupart des ministères, directions et agences attributaires de missions de gestion et de conservation des ressources naturelles. L'intervention de ces catégories d'acteurs se déroule généralement dans le

Le programme

L'objectif général de ce programme panafricain est de contribuer à rendre disponibles des systèmes d'information de bonne qualité, fiables et accessibles grâce à l'usage de SIG-P en vue d'améliorer la gestion des ressources naturelles (eau, terres, forêts, etc.) et de promouvoir la sécurité alimentaire. Le programme entend également appuyer les dynamiques de changement social au niveau des pays concernés (Bénin, Kenya, Malawi, Rwanda, Sénégal, Tunisie) en mobilisant les SIG-P comme outils méthodologiques de participation et d'aide à la prise de décisions.

cadre de coopération multi-acteurs et parfois même sous l'impulsion directe d'acteurs étrangers. L'autre groupe de parties prenantes se compose de centres de recherche et d'institution de soutien à la recherche, d'organismes de développement et de centres d'excellence. Les ONG et les collectivités locales semblent très peu actives dans ce domaine.

D'un point de vue thématique les résultats ont montré que le développement des SIG touche presque tous les aspects de la préservation des ressources naturelles. Cependant, le domaine de prédilection varie suivant les pays et corrélativement avec la problématique placée au cœur du développement national. Par exemple, si la question foncière se retrouve beaucoup plus que d'autres dans les initiatives de SIG développées au Sénégal, la préservation des espèces végétales et animales en voie de disparition a cristallisé l'intérêt des acteurs rwandais. La conservation des ressources en eau et en sol a aussi fait l'objet de « SIG - métier », parfois en relation avec des questions centrales du débat au plan international telles que le changement climatique.

Quels que soient le groupe d'acteurs et la thématique considérés, l'utilisation du SIG relève d'un même besoin : celui de rendre disponible une information de qualité et utilisable dans le processus de prise de décision dans le domaine investi.

L'échelle d'intervention des projets SIG et SIG-P varie du local au régional. Cependant, du point de vue de la répartition géographique des initiatives à l'échelle nationale, une différenciation peut être introduite entre le milieu urbain et la zone rurale. De manière générale, l'espace rural constitue le terrain d'observation et d'expérimentation de presque tous les projets étudiés. Mais, les résultats confirment l'hypothèse que le milieu urbain est le centre de décision et de commandement des interventions dans les campagnes. Un tel modèle organisationnel est certes porteur d'intérêt dans la mesure où les relations villes-campagnes ont toujours fonctionné sur la base d'échanges matériels et immatériels dont une large part est consacrée au transfert d'expertise de la ville au village. Néanmoins, il y a beaucoup de problèmes et de limites qui restent inhérents à ces types de rapports notamment : (i) la différence de perception et la méfiance mutuelle ; (ii) le désintéressement des uns pour les intérêts des autres ; (iii) la personnalisation des conflits ; (iv) la diversité des compréhensions de la notion de « confidentialité » des données ; et (v) les rivalités et conflits de pouvoir entre les autorités.

Les autres problèmes soulevés par les résultats des études mettent en exergue les défaillances des systèmes d'information. Celles-ci concernent parfois l'alimentation (irrégulière et lente) des systèmes en informations à jour, les difficultés d'accès aux SIG au niveau central et régional, la restriction de la consultation des SIG au seul groupe des cadres en détriment des techniciens de terrain, etc.

L'absence de stratégie de développement des SIG et SIG-P à l'échelle nationale constitue probablement l'un des problèmes les plus sérieux révélés par le diagnostic des chercheurs. Elle donne en effet libre cours à une multitude de pratiques itératives et parfois sans aucune originalité. Pour le cas précis de la Tunisie (et cela reste valable ailleurs), les données relatives à la nature et à la qualité des ressources sont collectées et gérées de manière indépendante par différentes structures. Par conséquent, les systèmes qu'elles mettent en place drainent des insuffisances d'ordre politique et technique parmi lesquelles : (i) la dispersion des masses d'informations collectées sur les ressources naturelles ; (ii) le manque d'interconnexion entre les différents systèmes informatiques utilisés ; (iii) l'absence de mutualisation des ressources des différentes administrations ; et (iv) l'impossibilité d'un accès direct aux données pour les utilisateurs étrangers aux services créateurs ou gestionnaires des SIG.

Les rapports d'études ont été partagés au cours des séminaires nationaux organisés par les équipes de recherche en présence de plusieurs personnages travaillant dans des domaines variés de la gestion des ressources naturelles : représentants de l'administration publique, élus locaux, chercheurs, membres d'ONG, etc. En même temps qu'elles ont permis de discuter et de valider les résultats produits par les chercheurs, ces rencontres ont ouvert des perspectives intéressantes. Celles-ci vont notamment dans le sens de l'établissement d'un partenariat multi-acteurs pouvant offrir un cadre de réflexion stratégique sur les questions d'interopérabilité et d'institutionnalisation pour une mise en œuvre rapide des SIG-P envisagés par le programme ICT4D.

À court terme, les activités planifiées concernent la publication des résultats des études préliminaires et l'établissement d'un modèle architectural du système national sur la gestion des ressources naturelles dans une perspective d'interopérabilité des bases de données. Il est également prévu d'organiser des séminaires nationaux sur l'interopérabilité où il sera question, entre autres, de partager les réflexions autour du modèle architectural qui sera élaboré.